

# LA FRANCE ET SON ARMÉE

relu par JEAN-NOËL JEANNENEY

## L'ÉPISODE EST FAMEUX.

Le maréchal Pétain, en 1925, sur le point d'entrer à l'Académie française, avait demandé au capitaine de Gaulle, qu'il connaissait depuis avant la Grande Guerre et qu'il protégeait depuis la victoire, la rédaction d'un livre auquel il ferait l'honneur de le signer. Le manuscrit était resté dans un tiroir. De Gaulle le conserva et, treize années plus tard, le « nègre » s'émancipant, il décida d'en faire le point de départ d'un livre de plus large ambition qui serait consacré à l'histoire de nos armées depuis le Moyen Âge jusqu'au temps présent et qui, naturellement, paraîtrait sous son nom propre. Pétain en prit ombrage. De Gaulle tint bon. Un entretien fut orageux. Un échange de lettres fut raide. La rupture fut consommée.

L'importance historique de l'épisode, à la lumière de la suite, a eu pour conséquence de rabougir la portée de l'œuvre elle-même. Or, il serait bien regrettable que sa postérité en souffrît. Car le texte paru en 1938 sous le titre *La France et son armée* mérite de n'être pas occulté par les illustres



*Mémoires* et par les livres plus brefs – *Le Fil de l'épée, Vers l'armée de métier* –, qui ont pris, avec le recul, l'apparence glorieuse de manifestes prémonitoires. Celui-ci parle tout autant de son auteur, au moment où il était dans l'attente ardente de pouvoir rendre à sa patrie quelque « service signalé ». Mais on y trouve davantage : l'ouvrage pose aussi, à sa manière, des questions spécifiques sur la longue durée du fait national. Un récit militaire, d'un genre désuet ? Il s'agit de bien davantage : d'une histoire de la France réfractée au prisme de la compétence et de la passion de l'auteur, honorant ce « grand peuple dont le génie, tour à tour

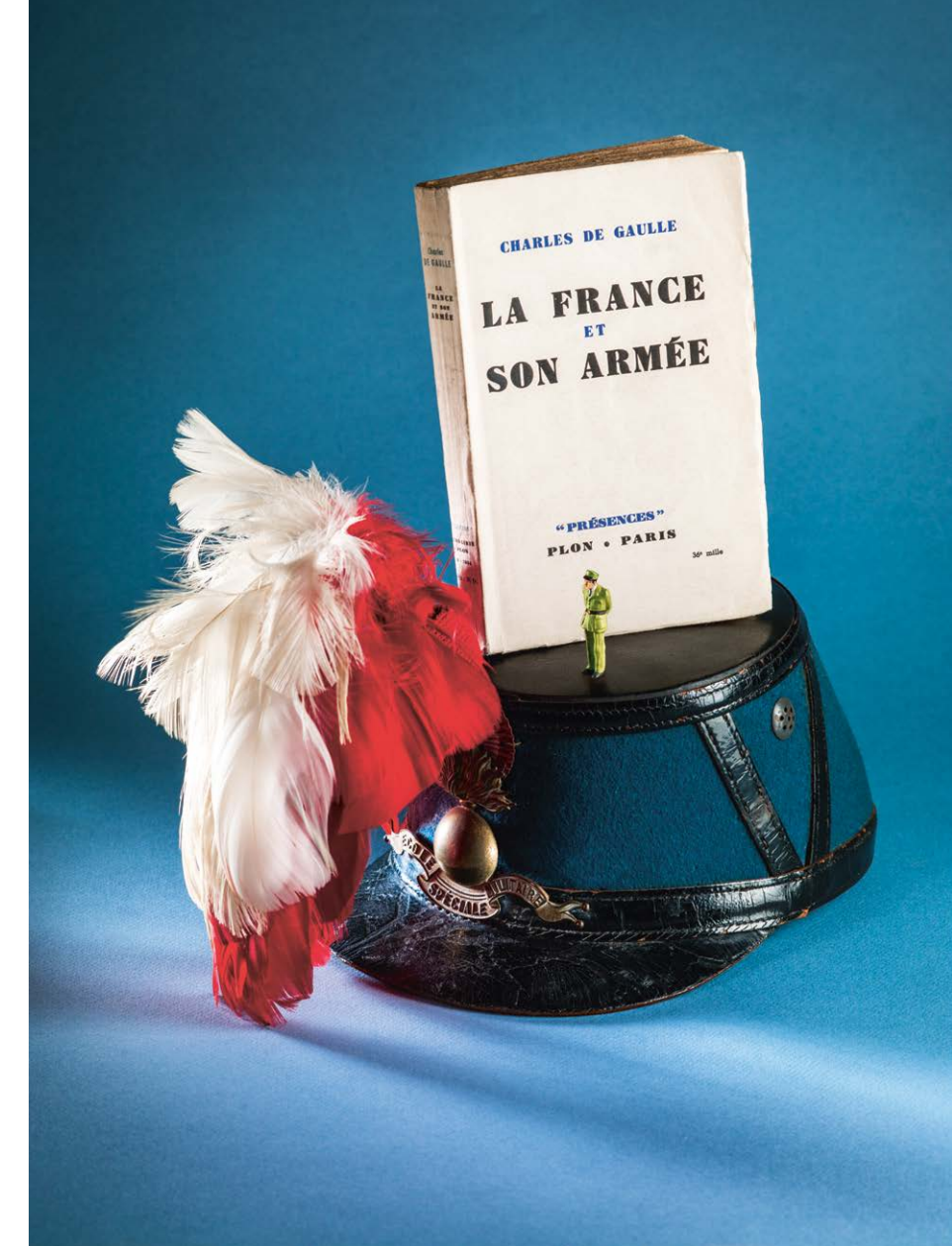
négligent ou terrible, se reflète fidèlement au miroir de son armée. » Par quoi *Zadig* peut s'en emparer.

Les manuels d'Ernest Lavisse sont tout proches, célébrant les forces de cohésion qui permirent l'agrandissement du « pré carré » : critère primordial pour juger des affrontements, des vaillances, des partis pris. La quête des « frontières naturelles », chères à l'historien Albert Sorel (1842-1906), est essentielle : de Gaulle salue après lui le moment où « la France révolutionnaire compr[it] à son tour qu'elle ne trouverait que sur le Rhin une véritable sécurité ». La création de l'Empire colonial est considérée, en revanche, sans enthousiasme. De Gaulle n'est pas insensible aux réticences de ceux qui craignirent de voir s'y affaiblir le ressort de la revanche pour la reconquête des provinces perdues. « Crêtes prises d'assaut, palissades attaquées, surprises au fond des ravins, calvaires gravés dans les rocs, solitaire angoisse des déserts, mort et passions subies dans la brousse, la forêt, le marécage, cruels matins, midis écrasants, tristes soirs : voilà de quoi fut fait l'Empire. »

Quand l'auteur cite Paschal Grousset (1844-1909) – un communalard, un socialiste, craignant que les colonies ne fussent « l'école des *pronunciamentos* », on songe au « putsch des généraux » d'avril 1961 : de Gaulle reprit alors le même terme devant les Français.

Dans cette ligne se comprennent ses réserves sur Napoléon. Non qu'il ne salue chez lui le « prestige surhumain du génie » et « la merveilleuse vertu des armes ». Mais il lui tient à charge d'avoir élargi sa soif de conquête au-delà des limites naturelles de la France, et d'avoir, de la sorte, retourné contre lui-même, en définitive, « le souffle national » des nations bousculées. D'où résulta sa chute, si coûteuse pour la France, « tragique revanche de la mesure, juste courroux de la raison ».

Que le lieutenant-colonel de Gaulle soit obsédé par le rôle des grands hommes, à cela nulle surprise. « Le tribunal de la guerre [est un] juge sans entrailles, mais non sans équité. » Il répartit les éloges et les réserves, parfois le mépris, autour des qualités simples de l'audace, du courage physique et d'une autorité qui se fonde sur la clarté pédagogique des instructions. Avec, au premier rang, un portrait de Louvois, au cœur du XVII<sup>e</sup> siècle, le « Grand Siècle », celui de la prépondérance française en Europe. L'auteur s'y peint lui-même, tel qu'il se veut, tel qu'il se rêve. « Trente ans ministre, Louvois possède à la fois la volonté et le discernement : dédaigneux des théories, [...] ne vivant que pour son œuvre, passionné d'autorité, disposant du temps – “étouffé des grandes entreprises” –, à la fois hardi et patient, actif et prudent, rigoureux et pratique... »



Au demeurant, dans cette France que de Gaulle dépeint, si les chefs sont essentiels, pour le meilleur et pour le pire, le peuple ne peut pas être pour autant manipulé à merci. Le bon sens circule en son sein, parmi des réserves profuses de générosité et de courage. Il peut même surmonter l'ennui des casernes, en temps de paix, où se caricature la « féconde rigueur de l'ordre militaire », avec « ces habitudes de café, ce dédain du livre, ces longs loisirs

vides, dont [est] corrompue la vie de garnison ».

De Gaulle ne remet jamais en cause la subordination – principe français – du pouvoir militaire au pouvoir civil. Son premier livre, *La Discorde chez l'ennemi*, avait déjà porté la thèse que la défaite de l'Allemagne s'expliquait au premier chef par l'abandon du grand principe *Cedant arma togae* – « L'épée le cède à la toge » –, quand Guillaume II s'effaça devant le grand état-major. « S'il faut

## CHARLES DE GAULLE NE MANIFESTE AUCUNE IRRITATION DE PRINCIPE ENVERS LA GAUCHE

la force pour bâtir un État, écrit de Gaulle, réciproquement l'effort guerrier ne vaut qu'en vertu d'une politique. » On ressent, au demeurant, sous sa plume, une certaine indifférence doctrinale entre les régimes, qu'il juge d'abord à l'aune de leur efficacité militaire. En République aussi, les temps de drame firent surgir les meilleurs. Tel Lazare Carnot, « ingénieur militaire », qui sut faire « triompher l'organisation sur le tumulte ». Tel Gambetta, « qui eut des dons de chef et l'audace d'en faire usage ». Tel Clemenceau, « farouche impulsif [...] qui se trouva de plain-pied avec les pires événements ».

L'absence d'une armée permanente est délétère, chose prouvée à aux yeux de Charles de Gaulle dès le Moyen Âge. Mais la levée en masse a aussi ses vertus. Le Général ne rejette pas les milices que Jaurès prônait dans *L'Armée nouvelle*, à condition qu'on trouve le moyen de les former. Devoir suprême : l'unité. Quelle que soit la somme des vaillances qui marquèrent l'époque de la féodalité, celle-ci témoigne que la dispersion est toujours néfaste. Richelieu et Mazarin purent bien « couper les dernières branches de l'indépendance féodale », « les racines en demeur[er]ent profondément enfoncées ».

L'auteur ne manifeste, malgré ce qu'on a souvent répété, aucune irritation de principe envers la

gauche – quand, à ses yeux, elle ne trahit pas la nation. La Révolution a suscité de magnifiques victoires en sachant organiser une combinaison entre levée en masse et armée de métier. À la Commune de Paris, il reconnaît le ressort, le mérite, du patriotisme blessé. Au détour d'un paragraphe, on note ce regret topique, après 1871 : « L'aile marchande du mouvement social, dédaignant Fourier, Proudhon, Le Play, Blanqui, s'enrôle sous la bannière de Marx. » Il déplore que, dans les premières années de la Troisième République, « la démocratie n'ait pas encore assez pénétré les mœurs pour que la loi puisse réaliser une véritable égalité des charges ». À propos de l'affaire Dreyfus, il parle curieusement de « la vraisemblance de l'erreur judiciaire », mais il fustige, avant de s'affliger de « l'affrontement des deux meutes rivales », les « faux, inconséquences, abus commis par l'accusation ». Aux mutins de 1917, il attribue, en réfutant toute idée de complot subversif – contrairement à plusieurs généraux du temps pour qui c'était bien commode –, la justification d'une révolte contre des ordres absurdes : « Cette maladie, écrit-il, [n'était] que surmenage. »

Les politiques, du coup, peuvent être reconnus. Au fond, pour de Gaulle, ils ne sont jamais aussi grands que lorsque, comme Louvois, ils « souffrent la résistance des grands chefs et supportent

leur raideur, comprenant que cette âpreté est le revers ordinaire des puissantes natures et préférant, pour conduire les armées, les caractères fermes et incommodes aux âmes faciles et sans ressort ». La leçon finale de cette très spécifique histoire de France concerne le devoir primordial des politiques, par-delà la succession des régimes : il leur revient de faire « comprendre à l'opinion cette conjonction de forces profondes que les Anciens appelaient le Destin, Bossuet arrêt divin, Darwin loi de l'espèce ». Celle-là même qui poussa, en 1914, l'Europe à la catastrophe. « Par-dessous les doctrines, les attitudes, les partis pris se produit en réalité un sourd travail de l'instinct. » Ainsi s'éclaire l'entrelacs, qui est de toujours, entre le rôle de la contingence, d'un côté, et, de l'autre, celui des impulsions se déployant sur des rythmes lents, au premier chef celles de la démographie et des techniques. Jusqu'à l'avènement de cette civilisation « uniforme, agglomérée et précipitée », dont il faudra bien qu'à l'avenir s'accommodent les peuples et les hommes d'État. ♦



JEAN-NOËL JEANNENEY est historien. Professeur émérite à Sciences Po, ancien ministre, ancien président-directeur général de Radio France et ancien président de la Bibliothèque nationale de France, il produit et anime *Concordance des temps* sur France Culture. Il est l'auteur de nombreux livres, parmi lesquels *Les Grandes Heures de la presse : des premières gazettes à Charlie Hebdo*, réédité en 2019 chez Flammarion.